

# Réouverture de la cuisine centrale et aide aux familles : il faut faire plus... et vite !

Communiqué du 22 avril 2020

Dès les premiers jours du confinement, nous avons alerté les pouvoirs publics sur la nécessité de prendre rapidement les mesures indispensables pour assurer les besoins élémentaires de tous les habitants.

Dans l'*Appel du 6 avril*, des syndicats d'enseignants, d'agents territoriaux et des collectifs de parents d'élèves dénonçaient le manque de réactivité des institutions dans la prise en charge des familles en difficulté. Pour faire face, l'entraide s'organise comme elle peut et les associations, collectifs et bénévoles font un travail extraordinaire depuis plusieurs semaines permettant à beaucoup d'habitants de survivre mais jusqu'à quand ? Sans relais concret et efficace des pouvoirs publics sur le terrain, les forces et les moyens s'épuisent.

## **Il est temps de prendre la mesure de la situation et de mettre en œuvre des actions à la hauteur des enjeux.**

Le premier d'entre eux concerne l'**aide alimentaire**. Nous savons que de nombreuses familles (plus de 15 000) bénéficient de tarifs sociaux pour la cantine. Or depuis le 16 mars, le service de restauration scolaire n'est plus assuré, la cuisine centrale de la mairie exploitée par la Sodexo reste fermée. Une lettre à Sophie Bellon (présidente du CA de la Sodexo) a été publiée dans le journal *le Ravi* pour réclamer la réouverture de la cuisine centrale et permettre ainsi de fournir des colis alimentaires aux familles en difficulté.

Une première réponse a été l'annonce faite par Jean-Claude Gaudin de verser la somme de 100€ par enfant et par mois pour les familles bénéficiant de la gratuité (annonce du 8 avril). Il est intéressant de remettre les choses dans leur contexte : cette aide, qui semble "exceptionnellement" accordée par la ville, ne représente en fait que 200 000€ sur les 875 000€ qu'aurait versés la ville de Marseille à la Sodexo sur une période de 20 jours d'école (5 semaines - source *CCSPL du 18 novembre 2019*). Sur la base de ces chiffres, on peut donc estimer que 675 000€ pourraient permettre de confectionner plus de repas ou d'augmenter l'aide financière aux familles bénéficiant de tarifs sociaux. Par ailleurs, à ce jour, l'annonce du Maire de Marseille reste sans effet, car cette aide de 100€, très insuffisante, n'a toujours pas été attribuée aux bénéficiaires.

**Or il y a urgence ! Des familles souffrent, nous le savons tous, les solutions existent et l'attente devient chaque jour plus insupportable.**

Nous avons pris note également de l'annonce récente faite par Jean-Claude Gaudin de **réouvrir la cuisine centrale dans 10 jours pour fournir 5 000 repas par jour**. Cela signifie que la Mairie de Marseille intervient enfin auprès de son interlocuteur privilégié, l'entreprise Sodexo, actuellement en situation de monopole sur le marché de la restauration des écoles de Marseille, afin de relancer la production de repas. **Cette décision nous paraît toutefois tardive et aurait dû être anticipée.**

Par ailleurs, **cet objectif de 5 000 repas reste très insuffisant** : Marseille compte plus de 850 000 habitants et un taux de pauvreté de 25%. Il sera donc nécessaire de solliciter également d'autres entreprises de restauration collective (ELIOR, COMPASS, ...), disposant de cuisines centrales sur le territoire de la commune, afin d'être en capacité de fournir un plus grand nombre de repas.

Afin d'assurer la sécurité sanitaire de tous, **des équipements de protection individuelle (dont les masques, visières, gants, gel hydro-alcoolique, etc.) seront indispensables** aux salariés volontaires de la Sodexo ou de tout autre partenaire sollicité, aux agents territoriaux, ainsi qu'à chaque personne participant

à la distribution de cette aide alimentaire, dont les modalités restent à définir. Dans cette optique, un temps devra être consacré à l'appropriation des protocoles sanitaires.

**Nous demandons** le déploiement d'un système de distribution, en plusieurs lieux dans la ville. Parmi les habitants démunis, les familles des enfants scolarisés devront, au premier chef, bénéficier de cette aide sur l'ensemble du territoire de la commune de Marseille.

Enfin, compte-tenu des inégalités entre les arrondissements de Marseille, **nous demandons** que la répartition de ces repas prenne en compte les spécificités des territoires (« poches de pauvreté », isolement, difficultés de mobilité, etc.), en **concertation avec les acteurs de terrain et dans la transparence la plus complète**.

**Nous resterons attentifs à ce que ces engagements de la Mairie de Marseille concernant la continuité alimentaire soient tenus dans les meilleurs délais.**

**Collectif de écoles de Marseille – Collectif des écoles publiques du 3<sup>ème</sup> – Groupe de Veille Picon-Busserine-SaintBarthélémy – Syndicat des Quartiers Populaires de Marseille - MRAP13 - MPE13 – CGT Territoriaux Ville de Marseille – CGT Ingénieurs, Cadres & Techniciens Ville de Marseille – FSU Territoriale 13 - CGT Educ'Action 13 – FSU 13 – SNUIPP 13 – Sud Education 13 – CNT SO 13**

